



Gérard Arnold et Sylvestre Huet (dir.)

Le journalisme scientifique dans les controverses

CNRS Éditions

Les auteurs

DOI : 10.4000/books.editions-cnrs.24270

Éditeur : CNRS Éditions

Lieu d'édition : CNRS Éditions

Année d'édition : 2014

Date de mise en ligne : 16 juillet 2019

Collection : Sociologie

ISBN électronique : 9782271130181



<http://books.openedition.org>

Référence électronique

Les auteurs In : *Le journalisme scientifique dans les controverses* [en ligne]. Paris : CNRS Éditions, 2014 (généré le 26 septembre 2019). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/editions-cnrs/24270>>. ISBN : 9782271130181. DOI : 10.4000/books.editions-cnrs.24270.

LES AUTEURS

GÉRARD ARNOLD est directeur de recherche au CNRS, où il travaille dans deux unités. Au laboratoire Évolution, Génomes et Spéciation, il s'intéresse en particulier aux effets des pesticides sur les abeilles. Dans ce cadre, il a réalisé de nombreuses expertises sur les causes des troubles et des mortalités des abeilles, à la fois au niveau national (Anses, expertises judiciaires, etc.) et européen (Autorité européenne de sécurité des aliments). Il a rédigé une soixantaine d'articles scientifiques concernant la biologie et les comportements de l'abeille domestique, ainsi que sur les principales menaces qui pèsent sur cet insecte.

Son expérience de biologiste sur la controverse des causes de mortalité des abeilles l'a amené à se rapprocher de chercheurs en sciences humaines et sociales et à intégrer l'Institut des sciences de la communication du CNRS (ISCC), où il est directeur adjoint scientifique. Ceci lui a permis de s'intéresser, en particulier, aux questions relatives aux controverses sociotechniques et à l'expertise. Il a été coordinateur scientifique des colloques *Les chercheurs au cœur de l'expertise* (Paris, avril 2011), *Les chercheurs dans les controverses* (Paris, décembre 2011) et *Le journalisme scientifique dans les controverses* (Paris, octobre 2013). Il a co-dirigé avec Laura Maxim le numéro 64 de la revue *Hermès, Les chercheurs au cœur de l'expertise* (CNRS Éditions, 2012).

STEFAN C. AYKUT est politiste et sociologue des sciences. Après des études à Berlin et à Istanbul, il a obtenu son doctorat à l'EHESS Paris en 2012. Actuellement post-doctorant au LATTS (Université Paris-Est) et à l'IFRIS, il travaille sur les débats énergétiques en France, en Allemagne et au niveau européen, et s'intéresse en particulier au rôle joué par les scénarios dans la transition énergétique. Chercheur associé au Centre Marc Bloch de Berlin, il participe à divers projets de recherche, dont deux projet ANR : Innox, sur la modélisation et simulation comme innovations de l'action publique et Climaconf, sur la confiance dans les modèles et scénarios dans le débat climatique. Il est également co-directeur de la rubrique franco-allemande de *l'Annuaire français des relations internationales* et membre de l'AFSP, de l'Association allemande de sociologie (DGS) et de la Society for the Social Study of Science (4S).

Stefan Aykut est notamment co-auteur, avec Jean-Baptiste Comby et Hélène Guillemot, de l'article « Climate Change Controversies in French Mass Media 1990-2010 » (*Journalism Studies, special issue on environmental journalism*, volume 13, n° 2, 2012, p. 157-174) et plus récemment, avec Amy Dahan, de « La Gouvernance du changement climatique : anatomie d'un schisme de la réalité », dans l'ouvrage dirigé par Dominique Pestre, *Gouverner le Progrès et ses Dégâts* (La Découverte, 2014). Il est aussi l'auteur de « Gouverner le climat, construire l'Europe : l'histoire de la création du marché de carbone ETS » (*Critique internationale*, n° 62, janvier-mars 2014, p. 39-56).

GÉRARD BAPT, médecin-cardiologue, est député socialiste de la deuxième circonscription de Haute-Garonne depuis de nombreuses années. Parmi ses fonctions, il est membre de la Commission des affaires sociales ainsi que de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (OPECST). Il est aussi membre de nombreux groupes d'études dont « Santé et numérique », qu'il préside, et de « Alimentation et santé – Santé environnementale – Sida » dont il est le vice-président. Il est également premier adjoint au maire de Saint-Jean en Haute-Garonne. Rapporteur pour la commission des affaires sociales, il a notamment rédigé plusieurs rapports sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2014.

SOPHIE BÉCHEREL est journaliste à Radio France depuis 1987. Diplômée de l'École supérieure de journalisme, elle a été reporter à France Info puis France Inter jusqu'en 1992. Elle a travaillé durant trois ans à Haïti, en tant que journaliste indépendante, pour

des médias écrits ou audiovisuels avant de gagner Hanoi. Pendant trois ans, elle y a encadré et formé une équipe de cinq journalistes travaillant pour le journal en français de La Voix du Vietnam, radio publique nationale. Depuis son retour en France, elle couvre l'actualité scientifique et est désormais est chef du service Reportages de France Inter. Sophie Bécherel a été présidente de l'AJSPI, l'Association des Journalistes scientifiques de la presse d'information.

CORINNE BOUCHOUX est sénatrice écologiste de Maine-et-Loire depuis septembre 2011. Elle est Vice-Présidente de la Commission de la culture, de l'éducation et de la communication, de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes et de la Délégation sénatoriale à la prospective. Elle est, par ailleurs, membre de la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA).

Corinne Bouchoux est diplômée de l'Institut d'Études politiques de Paris, titulaire du CAPES de Sciences économiques et sociales et docteure en Histoire (Université d'Angers).

Militante associative depuis trente ans, elle a effectué sa carrière professionnelle dans l'enseignement secondaire de l'Éducation nationale comme enseignante puis personnel de direction (1997-2007), puis dans l'enseignement supérieur agronomique comme directrice des formations et de la vie étudiante (2007-2011) d'une école publique d'ingénieurs.

En octobre 2013, elle est co-auteure avec le sénateur Jean-Claude Lenoir d'un rapport intitulé « L'indemnisation des victimes des essais nucléaires français : une loi qui n'a pas encore atteint ses objectifs ». En décembre 2013, elle est auteure d'une proposition de loi relative au choix libre et éclairé d'une assistance médicalisée pour une fin de vie digne. En 2014, elle est rapporteure de la mission commune d'information sur l'accès aux documents administratifs et aux données publiques qui a rendu le rapport intitulé « Refonder le droit à l'information publique à l'heure du numérique : un enjeu citoyen, une opportunité stratégique ».

DANIEL BOY est directeur de recherche au Centre d'étude de la vie politique française (Sciences Po). Depuis une vingtaine d'années, il a exercé ses activités de recherche et d'enseignement dans trois domaines principaux : la sociologie électorale, l'analyse des mouvements écologistes en Europe et l'évolution des attitudes du public à l'égard du développement scientifique et technique. Il participe

régulièrement aux enquêtes électorales du Cevipof et est aussi engagé dans une équipe de recherche qui analyse les mouvements Verts en Europe. Enfin, il a élaboré pour le compte du ministère de la Recherche plusieurs grandes enquêtes sur la perception du progrès scientifique et technique et tiré des conclusions de leurs analyses. Depuis quelques années, il participe à un groupe de recherche européen sur les méthodes de délibération concernant les enjeux scientifiques et techniques. Dans ce cadre, il a contribué à l'organisation, en France, de plusieurs « Conférences de citoyens » sur les OGM, les nanotechnologies, etc.

Daniel Boy exerce également des activités de consultant, notamment auprès de grandes entreprises ayant en charge des problèmes d'environnement de risque ou de sécurité (EDF, ADEME, etc.). Dans ce cadre il a participé à l'élaboration, à l'administration et à l'analyse d'enquêtes de type quantitatif ou qualitatif destinées à mieux comprendre les attitudes du grand public ou de publics spécialisés en matière de perception du risque.

Il est l'auteur de *L'écologie au pouvoir* (Presses de Sciences Po, 1995, en collaboration avec Agnès Roche et Vincent Jacques Le Seigneur), *Le progrès en procès*, (Presses de la Renaissance, 1999), *Les biotechnologies en débat* (Balland, 2002, en collaboration avec Suzanne de Cheveigné et Jean-Christophe Galloux), *Les conférences de citoyens, mode d'emploi* (Éditions Charles Léopold Mayer, Descartes et Cie, en collaboration avec Dominique Bourg), *Pourquoi avons-nous peur de la technologie ?* (Presses de Sciences Po, 2007), ou encore *Le Débat public, un risque démocratique ? : l'exemple de la mobilisation autour d'une ligne à très haute tension* (Lavoisier, Tec & Doc, Sciences du risque et du danger, série Débats, 2009, co-direction avec Mathieu Brugidou).

FRANCIS CHATEAURAYNAUD est directeur d'études en sociologie à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales à Paris où il dirige le Groupe de sociologie pragmatique et réflexive. Créateur de la notion de « lanceur d'alerte » au milieu des années 1990, il a depuis orienté ses travaux sur la dynamique des controverses publiques, à partir de recherches au long cours sur le nucléaire, les OGM, les pesticides, la pollution atmosphérique, le changement climatique et bien d'autres dossiers qu'il analyse de manière croisée en s'intéressant aussi bien aux modalités d'expertise qu'aux formes de mobilisation et de contestation. Co-auteur de logiciels dédiés à l'analyse socio-informatique de grands corpus évolutifs, notamment Prospéro et Marlowe, il défend une version outillée de la sociologie pragmatique qu'il met à contribution dans une démarche

interdisciplinaire (avec la linguistique et les théories de l'argumentation, le droit, l'histoire des sciences, les humanités numériques ou les sciences environnementales). Parmi ses ouvrages les plus récents : *Argumenter dans un champ de forces. Essai de balistique sociologique* (2011) et, avec Marie-Angèle Hermitte, *Le droit saisi au vif. Sciences, technologies, formes de vie* (2013), tous deux publiés dans la collection « Pragmatismes » qu'il dirige aux Éditions Pétra.

STÉPHANE FOUCART est depuis 2000, journaliste au quotidien *Le Monde*, où il est chargé de suivre les sciences de l'environnement. Physicien de formation, il est diplômé de l'Université Paris 6 et de l'École supérieure de journalisme de Lille (ESJ Lille). Il est l'auteur du *Populisme climatique* (Denoël, 2011) et de *La Fabrique du mensonge* (Denoël, 2013), deux essais sur le détournement du discours scientifique et son utilisation à des fins de propagande, ainsi que de *Climat : la catastrophe annoncée* (Éditions Le Monde, 2013). En 2012, il a été conjointement avec Sylvestre Huet (*Libération*), le premier journaliste à recevoir le prix Diderot-Curien, pour sa couverture de la controverse climatique. Avant d'entrer au *Monde*, il a vécu et travaillé deux ans à Amman (Jordanie).

JEAN FOYER est docteur en sociologie de l'Institut des hautes études de l'Amérique latine (IHEAL-Paris 3 Sorbonne Nouvelle). Sa thèse sur les controverses autour des biotechnologies au Mexique a reçu le Prix « *Le Monde* de la recherche » en 2009. Actuellement chargé de recherches à l'Institut des sciences de la communication du CNRS, il est responsable du pôle « Gouvernance environnementale et controverses sociotechniques ». Jean Foyer a également organisé, avec Gérard Arnold, le colloque « Les chercheurs dans les controverses » (Paris, 7 décembre 2011). Il a coordonné le projet Ecoverio qui propose une ethnographie collective du Sommet de la terre Rio+20, participe au consortium européen Engov sur la gouvernance environnementale en Amérique Latine. Il co-anime le séminaire « Gouverner le vivant » à l'ISCC. Spécialiste du Mexique, il y a passé trois ans et mené de nombreuses recherches de terrain. Jean Foyer est notamment auteur de *Il était une fois la bio-révolution : nature et savoirs dans la modernité globale* (PUF, 2010), ainsi que de nombreux articles et chapitres d'ouvrages dont, avec Christophe Bonneuil et Bryan Wynne, « Genetic fallout in bio-cultural landscapes : Molecular imperialism and the cultural politics of (not) seeing transgenes in Mexico », *Social Studies of Science*, 2014 (à paraître).

JEAN-PAUL GAUILLIÈRE, historien, directeur d'études à l'EHESS, est directeur du Cermes3 (Centre de recherche médecine, sciences, santé, santé mentale, société) à l'IFRIS (Institut francilien recherche innovation société) et directeur de recherche à l'Inserm. Ses travaux actuels portent sur les rapports sciences, médecine et industrie appréhendés à partir de l'histoire du médicament au XX^e siècle. Il s'agit d'aborder les transformations sur longue période d'un ensemble de problèmes allant des modalités d'organisation de la recherche aux usages cliniques du médicament en passant par la production industrielle, le marketing ou la gestion de la propriété intellectuelle des agents thérapeutiques.

Jean-Paul Gaudillière dirige le projet ERC Advanced GLOBHEALTH, projet collectif soutenu par le Conseil européen de la recherche, qui consiste en une étude historique et anthropologique des deux régimes de savoir et d'action qui ont caractérisé le gouvernement de la santé depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale : le régime de la santé publique internationale, dominant jusqu'aux années 1980, centré sur les politiques d'éradication, le rôle des États-nations et du système des Nations unies (OMS) et le régime actuel de la santé globale qui privilégie les régulations marchandes, les alliances et partenariats publics-privés, la gestion des risques et des maladies chroniques, l'intervention chimio-thérapeutique.

Jean-Paul Gaudillière est notamment l'auteur de *Inventer la biomédecine. La France, l'Amérique et la production des savoirs du vivant après 1945* (La Découverte, 2002) et *La médecine et les sciences. XIX^e - XX^e siècles* (La Découverte, 2006).

HÉLÈNE GUILLEMOT, après des études de physique et une première carrière de journaliste scientifique, a soutenu en 2007 une thèse sur « la modélisation du climat en France : histoire, pratiques et enjeux politiques ». Chercheuse au Centre Alexandre Koyré (CNRS – EHESS), ses travaux portent sur les pratiques et l'épistémologie de la modélisation, ainsi que sur l'expertise et les débats sur le changement climatique. Elle est l'auteur de plusieurs articles et chapitres d'ouvrage dont : « Les désaccords sur le changement climatique en France : au-delà d'un climat bipolaire », *Natures, Sciences, Sociétés*, volume 22, (à paraître en 2014) et *Comprendre le climat pour le prévoir ? Sur quelques débats, stratégies et pratiques de climatologues modélisateurs*, in F. Varenne et M. Silberstein (dir.), *Modéliser et simuler. Épistémologies et pratiques de la modélisation et de la simulation, Tome 2* (Éditions Matériologies, Paris, 2014). Elle est aussi co-auteur avec Stefan

Aykut et Jean-Baptiste Comby de « Climate Change Controversies in French Mass Media : 1990-2010 », *Journalism Studies*, volume 13, n° 2, 201, p. 157-174.

STÉPHANE HOREL est journaliste indépendante et documentariste. Diplômée du Centre de Formation des Journalistes (CFJ), elle travaille sur les conflits d'intérêt et l'influence sur les questions touchant à l'environnement et à la santé publique. Depuis 2012, elle suit le processus de réglementation des perturbateurs endocriniens par la Commission européenne au jour le jour. Son dernier documentaire *Endocr(t)rinement*, pour France 5, raconte quelles manœuvres ont gelé cette réglementation. Elle a écrit et réalisé plusieurs documentaires pour la télévision, combinant investigations sérieuses et animations loufoques : *Les Alimenteurs*, 2012 ; *La Grande invasion*, 2010 ; *Les Médicamenteurs*, 2008). Elle a également publié plusieurs livres dont, aux Éditions du moment, *Les Médicamenteurs*, (2010) et *La Grande invasion* (2008). Elle collabore occasionnellement comme pigiste au *Canard Enchaîné*.

SYLVESTRE HUET est journaliste depuis 1983 et spécialisé en sciences depuis 1986. Il a travaillé pour différentes publications et depuis 1995 pour le quotidien *Libération* où il a publié plus de 2 000 articles. Généraliste, il s'est intéressé à un large spectre disciplinaire, mais également à la politique de la recherche et aux débats de sociétés sur l'usage des technologies. Il intervient également sur le site web de *Libération* pour lequel il rédige depuis février 2008 le blog {Science²} où sont parues près de 2000 notes. Il a publié plusieurs livres dont : *Sciences, les Français sont-ils nuls* (Jonas 1989) avec Jean-Paul Jouary, *Quel climat pour demain* (Calmann-Lévy, 2000), *L'imposteur, c'est lui* (Stock, 2010), *Nucléaire, quels scénarios pour demain* (La ville brûle, 2012).

CÉCILE KLINGLER, docteure en biologie, a opté pour le journalisme en 2000. Elle a alors occupé, au magazine *La Recherche*, les fonctions de chef de rubrique « biologie » avant de devenir, en janvier 2014, chef des informations dans ce même magazine. Depuis septembre 2009, elle y est également auteur de la chronique « Question d'éthique ». Concernant les sujets « science et société » qui lui tiennent particulièrement à cœur, elle a récemment conçu et

coordonné le dossier « OGM, vérités & mensonges », paru en décembre 2012 à la suite de « l'affaire Séralini », ainsi que le dossier « Perturbateurs endocriniens, comment ils menacent notre santé » paru en juin 2013.

JEAN-YVES LE DÉAUT, député socialiste depuis vingt-cinq ans d'une circonscription de Meurthe-et-Moselle, est actuellement Premier vice-président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (OPECST). Jusqu'en février 2013, il était aussi Premier vice-président du Conseil régional de Lorraine, délégué au Développement et à la Mobilisation économique (Innovation, Recherche, Enseignement supérieur). Docteur es sciences en biochimie, et professeur des universités, Jean-Yves Le Déaut a dirigé le laboratoire de biosciences de l'aliment, et l'unité de sciences biologiques de l'Université de Nancy I. En 1999, il a rédigé avec Pierre Cohen, député de Haute-Garonne, un premier rapport sur demande du Premier ministre, intitulé « Priorité à la recherche – 60 propositions pour améliorer la synergie entre recherche et enseignement supérieur, l'autonomie des jeunes, l'évaluation, la mobilité et les échanges ». En 2013, parlementaire en mission, chargé par le Premier ministre de la traduction législative des conclusions des « Assises de l'enseignement supérieur et de la recherche », il lui a remis son rapport « Refonder l'université. Dynamiser la recherche - mieux coopérer pour réussir ». Dans le cadre de l'OPECST, il a réalisé quelque onze études, concernant les biotechnologies, mais aussi les énergies renouvelables, la société de l'information et la gouvernance de l'Internet, ou encore des questions au cœur des controverses entre la science et la société comme les déchets nucléaires, l'amiante, les OGM, le chlordécone ou encore, en janvier 2012, l'innovation à l'épreuve des peurs et des risques, thème sur lequel il assure depuis plusieurs années un enseignement à Sciences Po Paris. Enfin, son dernier rapport présenté en septembre 2013 avec son collègue sénateur et président de l'OPECST Bruno Sido, concerne la transition énergétique à l'aune de l'innovation et de la décentralisation.

HERVÉ LE TREUT, ancien élève de l'École Normale Supérieure, est climatologue, professeur à l'Université Pierre et Marie Curie (en détachement du CNRS) et membre de l'Académie des sciences. Il est aussi directeur de l'Institut Pierre Simon Laplace, une fédération de six laboratoires franciliens de recherche en sciences de l'environnement, et professeur en mécanique et physique de l'environnement

à l'École Polytechnique, depuis 1991 <http://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89cole_polytechnique_%28France%29>. Il intervient également à l'École Normale Supérieure, à Sciences Po, et dans une large variété de contextes en relation avec le problème du changement climatique. Ses travaux portent sur la modélisation numérique du système climatique et la compréhension des perturbations radiatives du climat, en particulier le rôle de l'effet de serre anthropique et ses impacts. Ses compétences l'ont amené s'impliquer fortement dans le GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), en particulier à partir du rapport 2001. Hervé Le Treut est notamment l'auteur de *Nouveau climat sur la Terre : comprendre, prédire, réagir*, (Flammarion, 2009) et co-auteur avec Jean-Marc Jancovici de *L'effet de serre : allons-nous changer le climat ?* (Flammarion, 2011).

GUILLAUME MALAURIE, ancien élève de l'École normale supérieure, a été producteur délégué à France Culture (1980-1984), directeur de collection aux Éditions Ramsay (1984-1987), avant de devenir grand reporter à l'*Express* au sein de plusieurs services : Culture et Monde (Italie), Dossier-Grandes Enquêtes, France-Politique (politique de la ville, immigration, Islam de France). Il a ensuite travaillé pour différentes rédactions : grand reporter puis rédacteur en chef adjoint à l'*Événement du Jeudi* (1986-1995), rédacteur en chef adjoint à *Libération*, (1995), de nouveau à l'*Express* en tant que rédacteur en chef adjoint du service Société (1995-1997) avant de rejoindre *L'Européen* comme grand reporter et rédacteur en chef (1998). Il travaille ensuite au *Nouvel Observateur*, où il sera successivement rédacteur en chef du service Dossier, de *ParisObs*, puis directeur de la rédaction (2008-2009), avant de prendre en charge les questions environnementales.

Guillaume Malaurie est l'auteur de *L'Affaire Kravchenko, le Goulag en correctionnelle* (Robert Laffont, 1981), de *La France, elle a besoin de toutes ces idées que j'ai écrites* » (Robert Laffont, 1992) et a participé à l'ouvrage collectif *La Famine-génocide en Ukraine : 1932-1933* » (Publications de l'Est européen, 1983).

LAURA MAXIM est chargée de recherche à l'Institut des sciences de la communication du CNRS, où elle est responsable du pôle de recherche « Risque, Innovation, Expertise ». De formation interdisciplinaire (études universitaires d'écologie et thèse en économie écologique), sa recherche se focalise à présent sur

l'analyse du statut de la chimie dans les sociétés d'Europe occidentale. Plus particulièrement, elle étudie la production et la communication des connaissances scientifiques relatives aux risques chimiques, dans leur contexte social, économique et politique. Elle s'intéresse notamment aux connaissances produites dans les processus réglementaires (le règlement européen REACH et la réglementation concernant la mise sur le marché des pesticides) et dans les processus d'innovation en chimie durable. Dans ses derniers travaux, elle se concentre plus particulièrement sur les perturbateurs endocriniens.

Laura Maxim a été coordinatrice scientifique des colloques *La chimie face aux défis de la communication* et *Les chercheurs au cœur de l'expertise* (Paris, février et avril 2011). Elle a notamment dirigé l'ouvrage *La chimie durable. Au-delà des promesses* (CNRS Éditions, 2011) et co-dirigé avec Gérard Arnold le numéro 64 de la revue *Hermès, Les chercheurs au cœur de l'expertise* (CNRS Éditions, 2012). Elle est aussi rédactrice de plusieurs articles et chapitres d'ouvrages dont, avec Jeroen Van der Sluijs, « Seed-dressing systemic insecticides and honeybees : a challenge for democratic governance of controversies about chemical risks » et « Bee decline web debate (exchanges between the authors and the Bayer company) », in *European Environmental Agency, Science and the precautionary principle : lessons for preventing harm. Late lessons from early warnings, vol. II*, European Environmental Agency, Copenhague, 2013, p. 401-438 et p. 1-20.

ÉRIC MEUNIER est, depuis 2002, rédacteur pour l'association Inf'OGM (www.infogm.org), dont il est également délégué général. De formation universitaire en biologie (biochimie, virologie), il s'occupe notamment de la veille scientifique d'Inf'OGM. Suivant de près les questions européennes du dossier OGM, il est en charge du suivi par cette association du travail de l'Agence européenne de sécurité des aliments sur la transparence et l'accès aux données brutes composant les dossiers de demandes d'autorisation d'OGM déposés par les entreprises. Éric Meunier a participé et coordonné la rédaction de plusieurs ouvrages dont *Nouvelles techniques de manipulation du vivant, pour qui ? Pour quoi ?* (2011, PEUV, coll. « Émergence »), et un ouvrage sur les droits de propriété industrielle (à paraître en 2014 dans la même collection). Il est également l'auteur de plusieurs articles publiés par Inf'OGM dont « UE – OGM : les entreprises, nouvelles interlocutrices des États membres pour la culture de leurs OGM ? » (juin 2014).

RACHEL MULOT, formée en droit à Nancy ainsi qu'au CFPJ (Centre de formation des journalistes de Paris), a travaillé dans la presse quotidienne régionale, à l'*Écho Républicain*, avant d'intégrer le magazine *Sciences et Avenir* en 1994. Elle a donné des cours à l'École supérieure de journalisme de Lille pour les étudiants de la section scientifique. À *Sciences et Avenir*, elle est aujourd'hui chef de service, en charge des enquêtes. Elle a longtemps tenu les rubriques « Évolution » et « Environnement », véritables mines à controverses ou polémiques avec des sujets sur l'*intelligent design*, les capacités d'abstraction des hommes préhistoriques, la place de l'homme dans le monde animal, le nucléaire et les énergies renouvelables, les OGM, les perturbateurs endocriniens, les abeilles, l'incinération des déchets, etc.

MAUD OLIVIER est députée socialiste de la cinquième circonscription de l'Essonne depuis 2012 et conseillère générale du canton des Ulis (elle fut maire des Ulis de 2008 à 2012). Elle est secrétaire de la Commission des affaires culturelles et de l'éducation et membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (OPECST), pour lequel elle a rédigé, avec Jean-Pierre Leleux, sénateur des Alpes-Maritimes, le rapport « Faire connaître et partager les cultures scientifiques, techniques et industrielles: un impératif » (2014). Elle est aussi membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes et rapporteure de la Commission spéciale pour l'examen de la proposition de loi renforçant la lutte contre le système prostitutionnel. Elle a surtout exercé son activité professionnelle dans le secteur privé, cadre dans différentes grandes entreprises.

JEAN-FRANÇOIS TERNAY est enseignant-chercheur à l'Université Paris-Diderot. Docteur en histoire et philosophie des sciences, il enseigne au sein du Master journalisme et médiation scientifique (<http://sciences-medias.fr/blogs/equipe/jean-francois-ternay/>). Ses recherches portent sur l'utilisation de l'image et du film dans la communication institutionnelle et dans la vulgarisation des sciences. Il est notamment l'auteur de plusieurs articles dont deux dans la revue *Cinéaction* (n° 135, *Du film scientifique et technique*, 2010) : « L'image et la recherche : voir-mesurer-simuler », (p. 28-31) et « Quand l'imagerie scientifique entre en communication » (p. 102-105). Il est également co-auteur, avec

Baudouin Jurdant, de l'article « Du scientisme dans les médias, la double réduction » (revue *Alliage*, n° 71, *Cinéma et science*, 2012-2013, p. 12-25).

DOMINIQUE WOLTON, directeur de recherche au CNRS, est fondateur et directeur (2007-2013) de l'Institut des sciences de la communication du CNRS (ISCC). Ses travaux portent en particulier sur dix thèmes de recherche : l'individu et le couple ; le travail ; les médias ; l'espace public et la communication politique ; l'information et le journalisme ; Internet ; L'Europe ; la diversité culturelle et la mondialisation ; les rapports sciences-techniques-société ; connaissance et communication. Ses recherches contribuent notamment à valoriser une conception originale de la communication qui privilégie l'homme et la démocratie plutôt que la technique et l'économie. Auteurs d'une trentaine de livres traduits dans vingt langues, il a récemment publié *Indiscipliné. La communication, les hommes et la politique* (Odile Jacob, 2012). Dominique Wolton est également fondateur et directeur de la revue internationale *Hermès* (depuis 1988, 70 numéros) et de la collection « Les Essentiels d'Hermès » (depuis 2008, 40 numéros), publiées aux éditions du CNRS. Il est aussi membre du conseil d'administration de France Télévisions et président du conseil de l'éthique publicitaire de l'Autorité de régulation professionnelle de la publicité (ARPP).